

La République nouvelle

BDIC

Bulletin officiel de la LIGUE de la JEUNE-RÉPUBLIQUE

Abonnements :

Un An. 3.50
Le Numéro. 0.10

□ □ □

PARAISANT TOUTES LES SEMAINES

RÉDACTION et ADMINISTRATION

18, Rue de Varenne, 18
PARIS (7^e)

Vouloir et tenir bon

On sait l'âpre hostilité de M. Clemenceau contre M. Poincaré.

— Que voulez-vous donc du Président, demandait-on un jour au « Tigre »?... Le pouvoir?

— *Je veux*, répondit-il, *je veux* qu'il s'en aille.

Je crois entendre le vieux politicien prononcer ces deux mots *je veux*.

M. Clemenceau a, presque toujours, réussi ce qu'il *a voulu*. Réussira-t-il cette fois encore?... Le fait est qu'il veut la chute de M. Poincaré de toute la force de sa tenace et indomptable volonté.

**

Il y a beau temps que M. Clemenceau l'a compris: si l'intelligence, l'éloquence, l'habileté sont, pour l'homme politique, des qualités remarquables, il n'en est pas pour lui de plus précieuse que la volonté et la persévérance dans le vouloir, — ce qui, au fond, ne se distingue guère de la volonté elle-même. On ne veut vraiment que ce que l'on veut assez longtemps pour le réaliser. *Vouloir et tenir bon*: telle pourrait être la maxime de l'homme politique.

De cette volonté et de cette persévérance, l'homme politique doit faire la preuve permanente dès les origines même de son action. Il lui faut vouloir et tenir bon pour conquérir sa situation. Et une fois qu'il l'a conquise plus encore peut-être lui faut-il vouloir pour se maintenir d'abord, pour avancer ensuite.

On voit — ou l'on croit voir — des hommes dont la vie politique se déroule et progresse avec une élégante facilité, sans effort apparent. Tel obscur petit avocat ou médecin de province se présente aux élections et, du premier coup, le voilà élu. Mais ce que

l'on ignore le plus souvent, sauf dans la circonscription même du nouveau député, c'est le patient et long effort *arrondissementier*, c'est l'ingrate et fastidieuse besogne qui ont, des années durant, préparé une victoire qui, vue de loin, paraît facile, mais qui fut chèrement achetée au contraire.

Quant à ceux qui ont préféré attendre le succès d'une propagande d'idées, de l'adhésion donnée par un collège électoral à leur programme, il leur a fallu également faire preuve de ténacité. Nous citons récemment dans *La Démocratie* — et c'est bien le cas de le citer encore ici — l'exemple de M. Briand qui, candidat pour la première fois à l'âge de 27 ans, ne fut élu à Saint-Etienne que treize ans plus tard, à la cinquième tentative, et après s'être présenté à Saint-Nazaire, à Paris et dans la banlieue où il n'obtint même souvent que des chiffres de voix très peu encourageants.

A voir M. Briand, on ne se douterait guère, évidemment, que, sous ces allures nonchalantes, se cache une volonté si tenace. Le fait est là.

**

Combien d'autres exemples ne pourrions-nous pas citer! Nous l'avons noté, il n'y a qu'un instant. Ce n'est pas tout, en politique, d'avoir, à force de volonté, conquis un siège, il faut, pour s'y maintenir — parfois pour le reconquérir — encore et toujours de la volonté. De quels traquenards, de quelles fondrières la route que suivent les hommes politiques n'est-elle pas comme semée! Il s'y produit constamment — au moral, bien entendu — des catastrophes semblables à celle dont Paris vient d'être le théâtre désolé. Le terrain politique est miné, creusé, fouillé, troué en tous sens comme un simple sol parisien. Vienne un orage un peu sérieux, et soudain, au moment où vous vous y attendez le moins,

la terre s'ouvre sous vos pas, et vous voilà dans le trou! Essayez maintenant d'en sortir.

Il n'est pas d'hommes politiques — je veux dire d'hommes qui aient tenu un rôle de quelque importance — à qui pareille aventure, pour des raisons plus ou moins louables (souvent, hélas! moins que plus), ne soit arrivée. Eh bien! certains sont sortis du trou: ceux qui voulurent en sortir — et qui savent vouloir. D'autres y sont restés.

Tenez, voici M. Clemenceau. En 1893, il avait déjà un long et sérieux passé politique. Il avait été maire et il était député de Paris. Il avait renversé je ne sais combien de ministères. C'était un chef de parti, — et combien redouté de ses adversaires et, plus encore peut-être, de ses amis! Brusquement, l'orage de Panama éclata sur le Parlement. Qui ne se souvient de cette séance tragique où Déroulède appela la foudre vengeresse sur la tête du leader du parti radical?... « ... Il y a un homme ici à qui tout le monde pense, mais que personne n'ose nommer, car il est trois choses que l'on redoute en lui: sa langue, sa plume et son pistolet. Eh bien, moi, je les brave tous trois, et je le nomme: c'est M. Clemenceau. »

La foudre était tombée. Et M. Clemenceau disparut dans le trou. Pendant près de dix ans, il ne fit plus partie du Parlement... Mais il ne perdait pas son temps: par son petit pamphlet hebdomadaire *Le Bloc* — car il est l'inventeur du mot — il orientait les événements, il préparait sa rentrée. Aussi, se moquant bien des prédictions des sages qui répétaient: « Il est fini... Il n'osera plus jamais reparaitre dans un rôle officiel », il rebondit brusquement jusqu'au Sénat en 1902, — l'année même de l'entrée de M. Briand à la Chambre. Quatre années plus tard, M. Briand était ministre et M. Clemenceau président du conseil.

**

Sachons retenir toute la leçon qui se dégage de pareils exemples. Sachons vouloir et tenir bon.

GEORGES HOOG.

ANNIVERSAIRE

Il y a eu deux ans le 3 Juillet que la Ligue de la Jeune-République a été fondée. 2.064 citoyens avaient adhéré à la Ligue le 3 Juillet 1912. Lorsque les recouvrements seront rentrés nous espérons bien être plus de 5.000. Ainsi en deux ans nous avons plus que doublé notre chiffre d'adhérents. Persévérons!

Un Service d'Achats en commun

Le Comité de la Section de la Seine vient de prendre une initiative qui, si elle réussit, lui permettra de prendre, dès cet hiver, un vigoureux essor. Il nous est apparu que son intérêt était tel que nos amis ne nous en voudront pas de la leur signaler et de la leur exposer en détails.

Nous sommes décidés à travailler plus vigoureusement encore que par le passé. Notre confiance en l'avenir de notre Ligue n'a pas été atteinte par le résultat électoral de Sceaux, je dirai même, abstraction faite du but immédiat que nous poursuivions, qu'elle s'est fortifiée. Nous ne voyons pas très bien ce qui nous empêcherait de vaincre, là où d'autres, dont le programme, le tempérament, correspondent moins aux aspirations et au tempérament de ce pays que les nôtres, qui n'ont pas les ressources morales et intellectuelles que nous possédons, ont triomphé.

C'est notre état d'esprit dans la Section de la Seine, grâce à Dieu c'est l'état d'esprit de l'immense majorité de nos camarades de France.

Le premier obstacle qui s'est dressé devant nous lorsque nous avons envisagé l'organisation d'une large propagande, a été la question financière. Il nous faut des ressources et des ressources normales qui viennent grossir nos caisses régulièrement.

Les souscriptions, les appels de toutes sortes, c'est très beau, seulement c'est un moyen auquel on ne peut pas recourir fréquemment, et qu'il convient de garder pour les grandes circonstances.

Le problème est assez complexe. Au premier abord, nous l'avons cru insoluble. Si le développement de la section exige des dépenses de propagande plus importantes chaque année, par contre les disponibilités financières des ligueurs, qui pour la plupart ont des charges de famille, sont assez restreintes.

Toute collectivité, par le seul fait qu'elle est nombre, a cependant en elle des ressources variées et puissantes. Il suffit de les mettre en œuvre.

Nos amis représentent déjà une force de consommation appréciable. Présentement elle est dispersée, sans profit pour personne. Pourquoi en serait-il toujours ainsi? Pourquoi ne grouperions-nous pas nos achats? Si nous y parvenions, tout en laissant aux acheteurs la possibilité de continuer à se fournir à peu près chez tous leurs marchands habituels, avec un peu de bonne volonté de la part des ménagères et de bonne administration de notre part, nous pourrions arriver à des résultats intéressants.

Ce système nous croyons l'avoir trouvé. Nous allons pendant cet été faire des démarches auprès des grands magasins et des magasins de quelque importance et nous allons leur demander de consentir aux adhérents de la Ligue une remise. De cet escompte ou remise, il sera fait deux parts; la plus importante retournera aux ligueurs, la seconde restera acquise à notre mouvement.

Supposons un ligueur qui a fait, pour lui et sa famille, en se servant de notre système, des achats (tels que vêtements d'homme, de femme, d'enfants)

se montant dans une année à 1.000 francs. En admettant qu'une remise de 10 0/0 nous soit accordée sur ces 1.000 francs d'achat, nous remettrons, je suppose, à notre camarade 7 0/0 ce qui fera 70 francs, somme appréciable dans un ménage et il nous reviendra 30 francs.

L'organisation de ce service d'achats en commun est d'une simplicité enfantine.

Expliquons-en le mécanisme par un exemple: Vous voulez acheter un complet, au Bon Samaritain, je suppose. Vous faites votre achat sans vous préoccuper de quoi que ce soit. En passant à la caisse, vous demandez un reçu à votre nom. Une fois chez vous, vous prenez la peine de nous expédier la facture. C'est le seul effort que nous réclamons de nos amis. Nous nous chargerons de faire rentrer l'escompte. Tous les six mois ou tous les ans, nous leur ferons connaître le total des escomptes qu'ils n'auront qu'à venir toucher.

Nous ne serons pas les seuls à posséder ce service d'achats en commun. Il fonctionne dans de nombreuses organisations; l'une d'entre elles, après plusieurs années d'exercice, a eu un total de factures qui s'est monté l'an dernier à 500.000 francs.

Nous espérons que nos amis auront à cœur de faire réussir cette initiative du Comité de la Seine, dont ils seront les premiers à bénéficier.

Quant à ceux qui ont des épouses quelque peu réfractaires à la Ligue, parce que celle-ci les prive de temps en temps d'une bonne soirée à deux au coin du feu, ou d'une promenade nocturne par ces temps de canicule, c'est une excellente occasion de montrer que si la Ligue est la source de petites contrariétés, elle sait aussi offrir quelques avantages appréciables.

Qu'on nous permette de répondre par avance à ceux qui nous diront: « Mais pourquoi n'avoir pas fondé une coopérative? Que c'eût été bien préférable, beaucoup plus démocratique. » Qu'ils ont cent mille fois raison, qu'en théorie la coopérative c'est l'idéal, qu'en pratique c'est très difficile et très long à réaliser, que nous sommes quelque peu pressés. Que sans renoncer en quoi que ce soit à l'idéal coopératif, nous sommes allés vers ce qu'il y avait de plus immédiatement réalisable et de plus facile à faire. A vouloir sans transition, sans préparation, réaliser ce que notre esprit conçoit de plus parfait et de plus sublime on risque d'aller au devant des plus douloureuses désillusions. Soyons modestes et ne laissons se développer nos ambitions que dans la mesure où nous sentirons croître nos forces.

Louis MEYER.

P.-S. — A la page 8, nos amis trouveront un premier essai de réalisation. Il s'agit de l'achat en commun du charbon. C'est le moment de s'approvisionner. A cette époque de l'année, les prix sont bas. Il faut savoir profiter de cette baisse.

Pour tout ce qui concerne ce service: demandes de renseignements, commandes, envois de factures, la correspondance doit être adressée au nom de notre ami André Mauprime.

Revue de la Presse

A propos de la commémoration solennelle des jours derniers, l'*Echo de Paris* établit un parallèle entre la bataille de Bouvines et la bataille de Leipzig si bruyamment célébrée de l'autre côté du Rhin, « batailles des nations, toutes deux, où les peuples venus du Nord et de l'Est, s'allient à plusieurs contre le vieux sang gallo-romain ». « Leipzig a créé la factice unité allemande où les pays du Sud ne peuvent s'accorder avec ceux du Nord; Bouvines a assuré la durable unité française. » Républicains et démocrates, n'oublions pas que les Communes de France, à Bouvines, furent à la peine et à l'honneur aux côtés du roi et que là, « comme à Tolbiac et à Poitiers, ce fut la cause de la civilisation qui triompha ».

**

Dans la *Vraie République* (21 juin), notre ami H. Bruchon étudie la Confédération helvétique. Il montre comment dans cette réunion de vingt-cinq républiques, la Confédération, pouvoir issu d'elles, mais distinct, indépendant, dominateur, est comme l'entité même de la Suisse qu'incarnent un Conseil national élu directement par le peuple, un Conseil des Etats formé de deux représentants de chaque canton nommés de même façon et sept conseillers fédéraux nommés par ces chambres fédérales et dont le président annuel n'a qu'un titre représentatif.

A côté de ces organismes, le peuple reste un organe de l'Etat. Il nomme ses députés et sanctionne directement la constitution. Il peut en demander la révision — droit d'initiative. Il doit en approuver toute modification ainsi que certaines lois — referendum.

« Dans un pays comme la Suisse où la liberté, l'initiative et la responsabilité appartiennent à tous, on ne peut nier que, à côté de certaines lacunes et d'inévitables imperfections, se trouve assez exactement réalisé le type d'une vraie République et d'une sage Démocratie. »

**

Au *Petit Démocrate de la Meuse*, nous retrouvons chaque semaine nos idées dans toute leur netteté. Récemment il publiait sur la « Propriété commerciale » un excellent article destiné à provoquer d'utiles réflexions sur ce problème complexe. A propos des violences qui marquèrent l'entrée de Mgr Ginisty, à Verdun, notre confrère passe la plume à notre ami G. Renard, sur la Liberté de cortège. Mais nous voulons signaler surtout l'entrain avec lequel nos amis du *Petit Démocrate* sont entrés dans la vie politique de leur ville. Déjà, une alerte polémique électorale aux arguments précis, à la discussion sans violences, les avait bien campés pour le public, tout en révélant les craintes de leurs adversaires.

Actuellement, à propos d'un important emprunt intéressant la ville de Verdun, ils ouvrent une enquête auprès de tous leurs concitoyens. Et les réponses arrivent des points les plus opposés de l'ho-

zon électoral. Et c'est chose excellente que cette collaboration sur un point donné, de citoyens séparés irréductiblement sur d'autres terrains. C'est un exemple à retenir, à encourager, à imiter surtout.

Le *Matin* continue son enquête sur l'Idéal futur de la République. Nous avons trouvé dans ses colonnes quelques lignes de notre ami Portalier, secrétaire de la Bourse du Travail de Montpellier.

« Le Parlement s'honorera et fera œuvre utile s'il sait oublier les sujets qui divisent pour ne plus songer qu'à solutionner les questions qui doivent nous unir dans une plus douce et plus fraternelle existence. Au premier rang de celles-ci, je place l'organisation et la défense professionnelle par les syndicats qui réclament une réglementation mieux appropriée à notre temps et à nos mœurs; la représentation corporative par un Sénat professionnel et des conseils régionaux; la réforme de notre législation ouvrière et l'élaboration d'un code complet du travail. »

Bien entendu, les très particulières difficultés du moment présent orientent nombre de réponses : difficultés financières, effort militaire, dépopulation, crise du parlementarisme. Mais il m'apparaît surtout (autant que les noms et titres permettent de juger) que chacun des correspondants envisage la question sous l'angle spécial de sa compétence personnelle.

Les hommes politiques parlent volontiers de revision. Le statisticien voit surtout la crise de natalité et la dépopulation qui lui arracha ce cri : « Si l'on ne met pas la famille française en état de ressembler à celle des autres pays, l'avenir de la France est facile à prédire : c'est la mort ! » (J. Bertillon). L'agriculteur souhaite le retour à la terre (C. Audigier, Riverain). Les syndicalistes font des vœux pour l'organisation et la protection du travail (Capelle). Un forestier met l'avenir dans la protection des forêts et dans le reboisement (Martin).

Il faut voir là l'expression de la nécessité impérieuse de la représentation professionnelle que nous demandons. Que voilà des avis qui ont besoin d'être exprimés au parlement et qui n'y ont point d'organes officiels. Il faut en déduire aussi la nécessité de corriger ce qu'aurait de trop étroit une représentation exclusivement professionnelle peut être insuffisamment capable de vues d'ensemble et mal préparée à la recherche de l'intérêt général.

Je veux signaler enfin le compte rendu donné par le *Bulletin de la Semaine* du 24 juin, d'une conférence de M. J. Silhol au C. A. P. sur « l'organisation de la Démocratie ». Toutes les questions importantes devaient être traitées et sous tous leurs aspects dans les syndicats, les groupements d'intérêt, les associations existant dans les centres locaux de façon à éclairer les individus. Le débat serait repris par des fédérations provinciales dans les centres régionaux. La question ainsi avancée puis mise au point par des Etats généraux d'opi-

nion (assez analogues aux récents Etats généraux du Tourisme) arriverait au Parlement avec une autorité particulière.

Je ne puis que signaler à nos lecteurs comme un document de premier ordre, un long article sur la « paix religieuse », paru le 14 juin dans le *Bulletin de Sainte-Cécile*, d'Albi, sous la plume de M. le Chanoine Birot. Cette étude est reproduite dans le *Bulletin de la Semaine*, du 24 juin.

J. E. B.

Journaux reçus : *La Vraie République* (Lons-le-Saulnier), le *Petit Démocrate de la Meuse*, le *Combat Périgourdin*, l'*Action Républicaine* (Nemours), la *Tribune Républicaine* (Dreux), le *Jeune Républicain de la Côte-d'Or*.

Prière de nous adresser tous organes jeunes-républicains ou favorables ou sympathiques.

DOCUMENTS POLITIQUES

L'EMPRUNT

Au cours de la mémorable séance qui vit à la fois son avènement et sa chute, M. Ribot, nos camarades s'en souviennent, avait signalé les graves embarras de notre trésorerie.

La gauche et l'extrême gauche de la Chambre s'étaient fort scandalisées de ce qu'elles appelaient des arguments de panique et à peine installé, le nouveau ministre des finances, M. Noulens, déclarait dans des interviews qu'on avait dramatisé la situation et que les ressources de notre trésorerie suffiraient à tous les besoins jusqu'au mois d'octobre.

Pourtant, le nouveau ministre déposait immédiatement un projet d'emprunt de 805 millions à réaliser dans un délai de quinze à vingt jours et insistait pour le vote d'urgence de ce projet.

Au cours de la discussion, M. Noulens déclarait à nouveau que « la trésorerie pourrait suffire à tous les besoins pendant de longs mois encore ».

Mais il ajoutait : « Nous considérons que nous ne pouvons pas, à la veille des vacances, laisser notre pays à la merci d'un incident; nous ne pouvons pas admettre que pendant les deux ou trois mois qui vont s'écouler, nous ne soyons assurés de disposer de toutes les ressources nécessaires à un grand pays comme la France ».

Commentant ces déclarations, M. de Mun écrivait dans l'*Echo de Paris* que M. Noulens avait aggravé les paroles de M. Ribot.

L'emprunt a été voté à la Chambre par 469 voix contre 108 et le lendemain au Sénat à l'unanimité des 280 votants.

L'émission aura lieu le 7 juillet au taux de 91 francs pour 3 fr. 50 de rente.

Le taux de placement sera donc en réalité de 3,69 pour cent, sans compter la prime de remboursement.

Le versement initial est de 20 francs par 7 francs

de rente; le solde est exigible en trois termes : à la répartition, le 16 septembre et le 16 novembre.

C'est-à-dire que le 16 novembre, les 805 millions devront être entrés dans les caisses de l'Etat.

Le *Matin* a annoncé que le succès de l'emprunt était absolument certain et qu'il était d'ores et déjà couvert plus de quinze fois.

Mais ces 800 millions suffiront-ils à tous les besoins?

Lors de la discussion de l'emprunt, à peu près tous les orateurs, depuis les modérés, comme Dubois et Brousse jusqu'aux socialistes unifiés, comme Bedouce et Thomas, en passant par les radicaux socialistes, comme Jacques Stern, ont affirmé que ce chiffre de 800 millions ne correspondait en rien aux nécessités de la situation, que l'Etat avait besoin de sommes beaucoup plus considérables; qu'il ne s'agissait en réalité que d'une simple opération destinée à parer aux nécessités immédiates du Trésor; que ce modeste emprunt n'était que la première tranche d'un emprunt beaucoup plus important.

M. Stern se prévalait de ce caractère d'opération de trésorerie que tous les orateurs reconnaissent à l'emprunt projeté pour proposer l'émission de bons du Trésor pour un montant de 800 millions « en attendant le grand emprunt national, le grand emprunt de liquidation qu'exigent les dépenses engagées pour la défense nationale et pour le Maroc ».

De son côté, le socialiste unifié Bedouce disait : « Vous réalisez aujourd'hui votre première tranche. Mais vous n'ignorez pas que les 800 millions que vous allez faire entrer dans les caisses du Trésor vous conduiront seulement jusqu'à la fin de l'année. Vous n'ignorez pas que dès le mois de février prochain, il faudra songer à réaliser la deuxième tranche de l'emprunt; vous n'ignorez pas ou plutôt on vous laisse ignorer, et il ne faut pas que le pays ignore que l'emprunt d'aujourd'hui n'est que le premier d'une série et que malheureusement, si nous n'y prenons pas garde, cette législature pourra s'appeler celle des impôts multiples et des emprunts répétés »; et plus loin : « Nous ne sommes pas partisans de cette combinaison, mais puisque vous l'adoptez, il faut que vous disiez jusqu'à concurrence de quelle somme vous allez faire appel à l'emprunt pour couvrir les dépenses du Maroc. Vous y faites appel pour 232 millions, c'est 240 millions qu'il faut dire. 240 millions et 1.820 millions, voilà 2.060 millions que nous vous savons contraints d'emprunter; mais la situation de votre budget est telle que vous avez laissé entendre que vous serez obligés, dans les tranches suivantes, d'avoir recours à la même procédure en ce qui concerne les dépenses du Maroc. Et quand nous vous avons demandé combien de temps cela durera-t-il, vous n'avez pas pu nous fixer de date... »

« Je ne sais pas combien de temps durera la période de la conquête et d'organisation du Maroc; mais ce que nous savons bien, c'est que les esprits les plus optimistes ont chiffré à 900 millions la dépense que vous aurez à demander de ce fait... »

« 900 millions à ajouter à 1.820 millions, cela fait 2.700 millions... Je ne crois donc pas exagéré dire que c'est pour un chiffre nominal de 3 milliards que vous

serez obligés de faire appel à l'épargne, par l'emprunt. »

M. Noulens a défendu son emprunt de n'être qu'une simple opération de trésorerie :

« Il s'agit de couvrir les dépenses militaires et les dépenses du Maroc engagées et faites sans autorisation du Parlement. » Mais il n'a pas nié que d'autres emprunts suivraient celui-ci, et comment l'aurait-il pu nié?

On a remarqué qu'il n'a même pas protesté contre l'énormité des chiffres apportés par M. Bedouce. Serait-il qu'il les tient pour réels?

Notons en passant qu'au cours de cette discussion de l'emprunt, MM. Piou et de Mun, au nom de l'*Action libérale*, sont intervenus pour affirmer à nouveau que les dépenses militaires devaient incomber à la richesse acquise. Ils ne se contentèrent pas d'interrompre; après que le principe de l'emprunt eût été voté, ils proposèrent que le service des intérêts et de l'amortissement, soit 52 millions par an, soit fourni par des centimes additionnels sur les contributions directes et sur les droits d'enregistrement, les petites cotes devant être exonérées de ces centimes additionnels.

Les socialistes se rallièrent à cette proposition qui obtint 251 voix, mais 300 voix la rejetèrent.

M. Denys Cochin vota contre et, par une lettre au *Temps*, il expliqua pourquoi. Nous fallîmes avoir une polémique de Mun-Denys Cochin. En un article court, mais non sans véhémence, M. de Mun demandait à M. Denys Cochin de dire quels moyens lui et ses amis proposent pour parer à la situation exceptionnelle dans laquelle nous sommes; mais M. Denys Cochin n'a pas cru devoir répondre.

JEAN BOUEIL.

CHRONIQUE SOCIALE

Le Foyer Rennais

Le *Foyer Rennais* est déjà vieux de cinq ans. Il fut créé au mois d'avril 1909. A cette époque, nos amis ne se voyaient guère que de loin en loin, une fois par semaine, tout au plus. C'est alors que l'idée leur vint d'avoir une maison où ils pourraient prendre en commun leurs repas et vivre de la sorte dans une plus grande intimité. L'idée du *Foyer*, c'est-à-dire d'une maison familiale, était lancée, il ne restait plus qu'à la réaliser.

Mais le plus difficile n'était pas fait. Du songe à la réalité il y a souvent loin. L'enthousiasme était bien dans les cœurs, mais l'argent n'était point dans les poches. On trouva cependant quelques centaines de francs, grâce au dévouement de certains camarades. On trouva aussi un logement. Ah! quel logement. Un troisième étage d'une très vieille maison, on y accédait par un escalier tout vermoulu aux marches inégales, où il était absolument interdit de regarder

devant soi, pour une bonne raison c'est qu'on y voyait rien. Il y avait trois pièces. D'abord une très grande qui servait à la fois de salle à manger, de cuisine et de chambre à coucher pour la cuisinière. Comme meuble, une très grande table sous les pieds de laquelle on mettait des cales pour qu'elle tint en équilibre, puis des chaises d'église. Ah! par exemple, il y en avait des quantités, il fallait bien prévoir les grandes réunions! Enfin une chambre que l'on meubla également comme l'on pût, et un petit cabinet qu'un seul lit de fer encombra.

Une semblable installation ne découragea personne, cependant. On avait tant désiré être en famille que chacun était disposé à faire tous les sacrifices qu'il faudrait.

Aussi tout alla bien dans les débuts. Jamais la cuisine n'avait été si bonne, jamais on n'avait tant causé et tant ri, jamais on n'avait été si heureux, quoi! Cela dura bien un an.

Après quoi des difficultés de toutes sortes surgirent. C'est l'histoire de toutes les œuvres de ce genre. On est tout feu tout flamme au commencement et puis, après, l'égoïsme peu à peu reprend ses droits. Il fallait des sacrifices, une certaine discipline, et comme c'est ça qui gêne le plus, des camarades ne cherchèrent que l'occasion de s'en débarrasser, d'autres qui auraient pu venir préférèrent rester dans le restaurant de la ville, là où l'on peut donner libre cours à ses exigences. D'autres camarades enfin avaient quitté la ville.

Une crise terrible s'ensuivit. Pendant plusieurs semaines, celui qui avait la lourde responsabilité d'être gérant, restait seul comme pensionnaire... Puis un camarade revint du service militaire; il vint au foyer, un autre également vint le rejoindre. Ils restèrent ainsi à trois pendant plus de six mois. C'est alors qu'il fut accompli de véritables sacrifices. Chacun ne prenait que le strict nécessaire. Tous les soirs on faisait les comptes en famille et l'on cherchait à réduire le plus possible les dépenses déjà si minimes pourtant.

Enfin la crise prit fin. De nouveaux camarades arrivèrent. Bientôt nous étions dix. L'œuvre renaissait, l'espoir un moment ébranlé renaquit aussi.

En 1911, une nouvelle crise survint qui faillit cette fois faire sombrer notre œuvre. Ce qui devait arriver arriva. On chercha à nous retirer un à un tous nos camarades et quand la persuasion ne réussissait pas on employait la menace.

Nos camarades tinrent bon. Cette véritable persécution les rendit plus forts et plus unis que jamais. Et le *Foyer* que l'on avait rêvé d'abattre, au lieu de tomber grandit et s'assit sur des bases plus solides encore.

Comme on arrivait à la fin du bail on

chercha un nouveau local. Après un mois de recherches on en trouva un. Nous quittâmes donc les pauvres pièces qui avaient abrité nos premiers pas incertains. Un camarade nous ouvrit sa bourse. On y puisa largement. Dieu! quelle transformation: un premier étage de cinq pièces séparées par un couloir, une salle à manger, une cuisine, trois chambres. Des meubles de styles tout neuf. De la cire partout, de jolis rideaux aux fenêtres, et enfin notre grand christ du temps du *Sillon*, celui qui abrita sous ses grands bras nos bons et nos mauvais jours, nous l'avons mis à la place d'honneur, dans la salle commune. C'est lui, maintenant, qui écoute nos conversations!...

Nous avons comme cuisinier un camarade, et je m'en voudrais de ne pas rendre hommage, en passant, à son savoir culinaire. Qu'on en parle plutôt à Marc Sangnier, à Georges Hoog, à Georges Renard; ils en ont, je pense, conservé le souvenir. Et les Philpins de Rouen, donc... N'ont-ils pas trouvé bon le cidre de chez nous?

Avec une semblable installation notre « Foyer » ne pouvait que plaire à tout le monde; aussi les camarades y vinrent-ils plus nombreux encore et l'année suivante nous aménagions le second étage de la maison: six pièces de plus. Sur les neuf chambres disponibles une seule n'est pas louée, elle sert aux camarades de passage et je puis dire qu'ils sont nombreux.

Pour ma part, je ne connais pas d'œuvre plus utile et plus capable de servir la Cause. Je le dis sans crainte d'être démentis: si nous n'avions pas eu notre « Foyer » nous n'aurions jamais fait à Rennes autant de propagande pour nos idées. Rien ne vaut comme d'être unis tous les jours à la même table. On oublie ensemble les peines de la journée; on se retrempe ensemble pour retourner à la bataille. Maurice DROUGARD.

Pressante Recommandation

Voulez-vous que la République Nouvelle soit intéressante? Le voulez-vous sérieusement? Alors faites ponctuellement les deux choses suivantes:

1° *Faites nous connaître par la voie des convocations toutes vos réunions.*

Surtout ne dites pas: « A quoi bon? Une réunion de Marseille n'intéressera pas les camarades de Paris ou de Rennes. » Erreur. La convocation indique que l'on fait quelque chose et c'est un encouragement pour tous.

2° *Envoyez-nous un compte rendu de toutes les réunions, congrès que vous pouvez tenir. N'attendez pas que nous soyons dans l'obligation de vous les demander par lettre deux, trois ou quatre fois et par télégramme ensuite. Ce sont des pertes de temps et d'argent et nous n'en avons pas assez pour les gaspiller.*

La Propagande de la Ligue

DANS LA SOMME

Les ligueurs d'Albert nous envoient la communication suivante, avec prière d'insérer.

Dans ce Bulletin qui a pour but de pousser nos amis à l'action, nous ne pouvions pas ne pas insérer cet appel à une plus grande activité des ligueurs de la Somme.

N. D. L. R.

Les ligueurs de la Jeune-République d'Albert, après examen des premières listes d'adhérents à la Ligue, ont fait le recensement des Ligueurs du département de la Somme et des adhésions qui se sont produites depuis, ils estiment que l'on peut dans la Somme, et dès maintenant, vu le nombre actuel d'adhérents, décider une action énergique pour arriver promptement à la formation d'une section. Il est inadmissible qu'un département qui possède un membre du Conseil national de la Ligue n'ait pas de groupe et ne fasse rien, et il est nécessaire, dès à présent, de se mettre en campagne.

Si nous le voulons, nous pourrions avoir dès octobre une section vivante et bien organisée. Pourquoi ne préparerait-on pas dès maintenant une réunion générale et pourquoi jusque-là ne nous efforçons-nous pas de trouver le nombre de ligueurs suffisant pour avoir le droit de nous organiser en section?

Nous ne voulons pas être les derniers à marcher. Nous pensons que cette sorte de lettre ouverte parviendra à notre ami Murco et qu'il y répondra. DELACROIX, QUILLIEZ, CAMUS.

DANS LA DROME

Il se passe des choses fort intéressantes dans la Drôme. Nos amis travaillent activement à former leur section. Un léger effort et la Drôme sera la 6^e Section de notre Ligue. Dimanche prochain, nos camarades se réuniront en congrès. Elie Vignal s'est remis courageusement à travailler la circonscription. Il vient de donner deux grandes réunions à Nyons. Avec nos camarades de la Drôme et les sympathies qu'il a groupées autour de lui pendant sa campagne, il organise de belles fêtes pour le 14 juillet.

Nos lecteurs trouveront des renseignements détaillés sur toutes ces manifestations dans notre prochain numéro. L. M.

SECTION DE LA SEINE

DANS LE XVIII^e

Nous sommes en pleine activité. Les ligueurs du 18^e arrondissement, le groupe d'action républicaine de la Goutte-d'Or apportent leur concours au Comité de commerçants qui vient de se former dans cet arrondissement, en vue de célébrer le 14 juillet et dont notre ami Lucien Robert a été nommé président d'honneur.

Nous rencontrons les concours les plus empressés. Les organisateurs sont d'accord pour donner à

ces fêtes un caractère très artistique. Notre programme n'est pas encore au point, mais nous serons certainement en mesure de le faire connaître la semaine prochaine aux lecteurs du Bulletin. — Ch. D.

AU GROUPE DES ÉTUDIANTS

C'est le samedi 13 juin qu'a eu lieu la dernière réunion du Groupe des Etudiants Jeunes-Républicains pour 1913-1914.

Après un rapide coup d'œil sur notre action au cours de cette année, notre camarade Vivier a montré la nécessité de nous organiser d'ores et déjà pour la rentrée prochaine.

Nous avons l'intention de commencer dès le mois de novembre un travail sérieux de formation et de propagande. Aussi, pour éviter toute perte de temps, il a été procédé à la nomination d'un bureau qui est ainsi composé: A. Vivier, Ch. Bourdillon, R. Laurent, A. Loupie.

Le bureau devra préparer notre programme d'études et d'action, et s'assurer le concours de conférenciers compétents.

Pour terminer, R. Laurent a exposé la situation de l'*Etudiant Républicain*, qui apparaît très favorable.

Nous fondons les plus grands espoirs sur notre journal pour nous seconder, l'an prochain, dans notre propagande.

Nous prévenons également nos camarades de province qui doivent, l'an prochain, faire leurs études à Paris, qu'ils pourront se mettre en rapports avec nous dès le mois de septembre prochain. C. B.

UNE JOURNÉE SOCIALE

Un grave problème se pose, c'est celui de l'augmentation du coût de la vie. Dans les grandes villes en particulier, les loyers subissent des augmentations qui mettent à mal le budget des familles de nos amis.

Nous avons l'intention d'essayer cet hiver de construire quelques habitations à bon marché. Comme entrée en matière, le Comité de la Seine a pensé organiser une journée sociale consacrée aux habitations à bon marché.

Cette journée a été fixée au dimanche 26 juillet. Elle comporterait, dans la matinée, la visite de deux maisons ouvrières à bon marché; à 11 heures, un repas en commun au Foyer; dans l'après-midi la visite de cités-jardins et de maisons en banlieue (le trajet serait effectué en autobus).

A 4 h. 1/2, collation au Foyer; à 6 heures, boulevard Raspail, conférence par une personnalité politique compétente ou par un membre du Conseil supérieur du travail sur le fonctionnement des lois relatives à la création d'habitations à bon marché.

Nous donnerons le programme détaillé de cette journée dans notre prochain numéro. Le nombre d'autobus mis à notre disposition étant limité, on est prié de prendre son adhésion sans tarder. Le prix de cette journée (tous frais compris) ne dépassera pas 5 francs. Fernand COCHET.

Le "Perce-Neige" à l'honneur

Aujourd'hui dimanche 5 Juillet, à 1 h. 1/2 de l'après-midi, la Société Nationale d'Encouragement au Bien distribuera ses récompenses, dans la grande salle des Fêtes du Trocadéro. Notre ami M. l'abbé Monin, fondateur de la coopérative le « Perce-Neige » dont nous avons dit récemment le merveilleux développement, recevra la médaille de la société.

Nous espérons que M. l'abbé Monin et nos amis du Perce-Neige seront des nôtres dimanche au banquet mensuel et qu'ensemble nous pourrons nous réjouir du succès du Perce-Neige et de la si juste récompense qui vient de leur être accordée.

R.

Service de Placement

Nous remercions tout particulièrement les personnes amies de la Ligue et les camarades qui nous ont fait parvenir des offres d'emplois. Qu'ils veuillent bien nous excuser si une abondante correspondance ne nous permet pas de les remercier individuellement.

OFFRES

Ingenieur pour usine métallurgique du Centre.

Secrétaire, connaissant l'anglais et la machine à écrire pour voyage d'études en Amérique.

Pharmacien diplômé de 1^{re} classe, pour gérance de pharmacie mutualiste dans le Sud-Ouest.

Employés pour restaurant et hôtel.

Aide-comptable (20 à 25 ans).

Employés pour Société de transports.

DEMANDES

sont à la recherche d'un emploi :

Garçon de bureau.

Surveillant de travaux.

Représentants pour la soierie et l'alimentation.

Services d'Achats en commun

Je prie nos camarades qui seraient à même de me donner sur ce nouveau service des renseignements utiles, de vouloir bien m'envoyer sans tarder leurs communications, au siège de la Ligue, 18, rue de Varenne. De même, je demande à ceux d'entre eux qui auraient en vue dès maintenant des achats importants (mobiliers ou autres) de vouloir bien me dire de suite ce dont ils ont besoin, en m'indiquant la date à laquelle ils désireraient être en possession des articles qu'ils veulent acquérir; je m'occuperai alors de recueillir en premier lieu des conditions avantageuses dans les branches qui me seront indiquées.

Je puis déjà donner à nos amis les prix très intéressants suivants pour des achats de charbon :

Gailletin de Charleroi (grosceur du poing) les 1.000 kilos.....	64 fr.
Tête de moineau de Charleroi (grosceur d'une noix) 1.000 kilos.....	63 fr.
Gaillette de Charleroi (grosceur de la tête) les 1.000 kilos.....	61 fr.
Boulets ovoïdes, les 1.000 kilos.....	72 fr.
Anthracite anglais pur, les 1.000 kilos..	46 fr.

Ces prix sont valables jusqu'au 15 juillet seulement; ils seront majorés de 1 fr. la tonne pour le mois d'août et de 2 francs pour le restant de l'hiver. Paiement au comptant à la livraison.

Nos amis recevront sur ces achats un escompte de 5 %.

Pour la banlieue, le minimum de livraison est de 2.000 kilos, groupés ou non.

Afin de profiter des prix d'été, que chacun me fasse donc parvenir directement sa commande avant le 15 juillet. Nous ne pourrons effectuer pour cette date le premier achat que si le total des demandes atteint au moins 10.000 kilos.

André MAUPRIME.

CONVOICATIONS

AVIS. — Les convocations doivent parvenir avant le jeudi midi. C'est ainsi que pour les réunions de la Ligue qui se tiendront du 12 Juillet au 19 Juillet et que nos amis désirent voir figurer, sous cette rubrique, l'annonce devra nous être adressée avant le Jeudi 16 Juillet, à midi. (N. d. l. R.).

PARIS. — Dimanche 5 Juillet, à midi précise, au "Foyer", 18, rue de Varenne, Banquet mensuel des Ligueurs de la Seine (Prix 1.75). Les dames sont invitées.

NANCY (Meurthe-et-Moselle). — Dimanche 5 Juillet, à 8 heures du matin, au plateau de Vandémont. Réunion générale des Ligueurs et de leur famille; à midi, repas en commun; à 2 heures de l'après-midi, visite des ruines de Vandémont.

PARIS. — Dimanche 5 Juillet, à 4 h. 1/2, salle des Conférences de la Démocratie, 38, boulevard Raspail. Réunion générale du groupe des Dames. Achat de jouets pour l'Arbre de Noël.

VALENCE (Drôme). — Dimanche 5 Juillet. Réunion générale des Ligueurs de la Drôme, 101, avenue Sadi-Carnot. — 9 h. première séance de travail : Rapport sur la campagne électorale de Nyons; allocution d'Elie Vignal. — Midi, Banquet. — 2 h., deuxième séance de travail : La propagande dans le département. Les élections municipales. — 8 h. Conférence d'Elie Vignal au foyer du Théâtre municipal.

CHATILLON (Seine). — Lundi 6 Juillet, à 9 heures du soir, salle Champy, 48, rue du Ponceau. Réunion constitutive de l'Association républicaine.

ISSY-LES-MOULINEAUX (Seine). — Mardi 7 Juillet, à 9 heures du soir, restaurant du Parc, 23, rue André-Chénier. Réunion constitutive de l'Association républicaine.

PARIS. — Mardi 7 Juillet, à 8 h. 1/2 du soir, Teyssié, 2, rue de la Folie-Méricourt (angle de la place Saint-Ambroise). Réunion des Ligueurs du XI^e arrondissement. Ordre du jour : Préparation de la prochaine campagne électorale.

CLAMART (Seine). — Jeudi 9 Juillet, à 9 heures du soir, salle Perrot-Clivin, 31, rue du Troisy. Réunion constitutive de l'Association républicaine.

VANVES (Seine). — Samedi 11 Juillet, à 9 heures du soir, salle du Cinéma, 101, rue de Paris. Réunion constitutive de l'Association républicaine.